

Contre les privatisations

Pour la défense des services publics

Tous ensemble, mobilisons nous !

■ Depuis des années, nos services publics subissent la déréglementation, la mise en concurrence, des privatisations partielles ou totales ■ Aujourd'hui, le gouvernement, pourtant désavoué dans les urnes, accélère le changement de statut juridique d'EDF GDF, poursuit le plan Hôpital 2007, a déposé au Parlement un projet de loi de dérégulation du secteur postal avec en prime l'ouverture du capital des services financiers de La Poste, supprime des postes de profs et d'éducateurs dans l'Education Nationale, attaque le service public de l'emploi ■ Le gouvernement prévoit de vendre les parts d'entreprises publiques où elle est encore majoritaire (SNECMA, Air France, France Télécom...) ■ Avec la privatisation de l'assurance-maladie, le gouvernement se prépare à démanteler le service public de santé ■ La question du service public est pourtant un enjeu de société qui concerne les usagers des services publics et les citoyens ■ Nous ne pouvons pas laisser faire !

La concurrence ? Pas la solution !

Les motifs invoqués pour libéraliser et privatiser sont toujours les mêmes : faire baisser les prix pour les consommateurs, leur offrir la liberté de choix, permettre des alliances notamment internationales. Mais dans les faits, les conséquences sont partout identiques : exclusion des populations non solvables, dégradation de la qualité des services, augmentation des prix pour les particuliers, reconstitution de monopoles privés après une période de concurrence «sauvage».

Régulièrement, les anciens monopoles publics, pris par la folie des grandeurs, font exploser leur dette (France Télécom, EDF...) : ce sont alors les usagers ou les contribuables qui sont appelés à renflouer le navire...

Au final, les usagers voient les prix augmenter, et le service public s'étioler : les petits hôpitaux et les

bureaux de poste jugés non rentables ferment et les services de «proximité» s'éloignent...

Les salariés trinquent... ... les usagers aussi !

Les personnels subissent les conséquences de ces politiques de rentabilisation et du profit à tout prix : réduction du nombre des emplois et accroissement des charges de travail, stress dû à l'augmentation de la pression commerciale au détriment des tâches de service public, précarisation de l'emploi avec la multiplication des CDD, des intérimaires, de la sous-traitance et des filialisations de secteurs entiers.

La logique du profit l'emporte sur la logique du service public.

Les usagers subissent la réduction des services, leur éloignement géographique, la diminution de la qualité du service et, bien souvent, l'augmentation des prix.



Fédérations : PTT, Rail, Santé-Sociaux, Energie,
Education, ANPE

Service public par service public ?

Dans tous les services publics, existent les mêmes tendances à la rentabilisation, à la libéralisation et à la privatisation, même si chaque secteur peut connaître quelques particularités, notamment en termes de calendrier.

Nous sommes de plus en plus nombreux, en Europe et dans le monde, salariés, usagers, citoyens, à nous alarmer des conséquences de la généralisation du libéralisme dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement, de l'énergie, des transports ou de la communication.

Dans ce cadre, les mobilisations sectorielles sont indispensables, mais pour être totalement efficaces, ces mobilisations doivent remettre en cause la logique d'ensemble qui est de casser toute idée de propriété publique et de système basé sur des notions de solidarité.

Face à un tel chantier, pour construire des rapports de force durables, nous devons nous battre tous ensemble.

Cela nécessite un processus de mobilisation qui ne peut se réduire à une succession de grèves de 24 heures.

Pour une manifestation nationale

Les initiatives locales contre les atteintes au service public dans les domaines de la santé, de l'école, des bureaux de poste ou des transports en commun sont nombreuses.

Dans divers secteurs professionnels, les mobilisations nationales des salariés de ces secteurs sont puissantes.

Les personnels d'EDF et leurs organisations syndicales prévoient une manifestation nationale le 27 mai qui associe les usagers..

Pour faire vraiment reculer un gouvernement qui a été désavoué dans les urnes mais qui poursuit la même politique de privatisation, il est nécessaire de préparer une manifestation nationale des salariés de l'ensemble des services publics.

Dans nos différents secteurs professionnels, avec les personnels, avec les organisations syndicales, avec les usagers et les citoyens, organisons la riposte !

Donnons-nous les moyens de gagner !